

**Des membres de l'Académie de Stanislas dans la cité
Le rôle des académiciens « leplaysiens » dans la question du logement
et de l'urbain à Nancy (1870-1925)**

Jean-Marie Simon

La Chambre de Commerce de Nancy et la Société Industrielle de l'Est organisent en mai 1913 l'exposition « La cité moderne »¹ ; il s'agit de la première manifestation française consacrée à l'urbanisme². Le long cheminement qui précède cette manifestation est peu connu. En particulier, l'action de plusieurs membres de l'Académie de Stanislas, investis dès les années 1870 dans la création de logements pour les familles modestes et dans les questions urbaines, est ignorée. Ces académiciens avaient en commun leur adhésion aux travaux et aux thèses de Frédéric Le Play ; une présentation de cette personnalité est donc nécessaire avant un premier recensement des leplaysiens membres de la compagnie et l'inventaire de leurs interventions en matière de logements et d'urbanisme.

Frédéric Le Play : L'homme, l'enseignant, le scientifique, le militant...

Frédéric Le Play intègre l'École des Mines en 1827 et devient, dès la fin de ses études, professeur de métallurgie. Chaque année, après les six mois d'enseignement, il visite différents sites européens et mène des enquêtes auprès des ouvriers et de leurs familles. En effet, pour le jeune ingénieur, la connaissance d'une activité industrielle, agricole ou forestière ne peut se limiter à l'approche technique, il faut aussi observer le milieu physique et les conditions culturelles et sociales. Il élabore une grille d'analyse qui encadre l'observation sur le terrain et distingue les trois domaines d'investigations : le lieu, l'activité, l'organisation sociale. Dès 1833 les résultats prennent la forme de monographies³ qui sont regroupées et publiées en 1855 sous le titre « Les ouvriers européens ». L'ouvrage connaît un succès immédiat, l'auteur est nommé conseiller d'État et commissaire pour la France des expositions universelles. Il assume entre autres les responsabilités de l'exposition de 1867, où 10% de la surface sont consacrés à la valorisation d'œuvres sociales dont certaines, en matière d'habitat, sont présentées par des maquettes de logements en grandeur réelle⁴. L'exposition est une réussite : douze millions de visiteurs et un équilibre financier obtenu par un montage public-privé original. En remerciement Frédéric Le Play est nommé sénateur par l'Empereur.

Il n'abandonne pas pour autant ses recherches et il crée en 1856, « La Société internationale des études pratiques d'économie sociale », parfois résumée en « Société d'économie sociale », dont l'objectif est de « constater par l'observation directe des faits, dans toutes les contrées, la condition physique et morale des personnes occupées de travaux manuels et les rapports qui les lient, soit entre elles, soit avec les personnes appartenant aux autres classes »⁵. En 1864, il publie « La réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens » dont les propositions sont issues des monographies.

¹ Jean-Marie SIMON, « L'exposition : la cité moderne 1913 », *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 2011-2012, 8^e série, t. XXVI, p. 181-195.

² Jean-Pierre GAUDIN, *L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930*, Seyssel, Éditions du Champ Vallon, 1985, p. 216.

³ Françoise ARNAULT, *Frédéric Le Play. De la métallurgie à la science sociale*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1993, p. 252.

⁴ Roger-Henri GUERRAND, *Les origines du logement social en France 1850-1914*, Paris, Éditions de la Villette, 2010, p. 286.

⁵ Article 1 des statuts de la Société Internationale des Études Pratiques d'Économie Sociale.

La réforme sociale

Frédéric Le Play juge les réformes indispensables en France car la révolution de 1789 et les journées de 1848 entraînent le pays vers l'instabilité et les violences. Les monographies montrent, à l'échelle européenne, que les familles organisées autour de la propriété assurent la stabilité ; aussi propose-t-il de généraliser le principe de la « famille-souche » comme elle se pratique traditionnellement dans les Landes. Le père a le droit de désigner l'enfant le plus apte à sauvegarder et développer la propriété familiale ; en contrepartie, cet héritier assume des obligations morales au regard des autres membres de la famille. Dans le même esprit le « patron » a des responsabilités, il doit aider les ouvriers à accéder à la propriété et tout d'abord en leur garantissant l'emploi. Cette accession à la propriété familiale étant plus facile en milieu rural, les implantations industrielles doivent y être privilégiées, et les biens communaux supprimés et redistribués aux propriétaires. Frédéric Le Play développe cette pensée libérale dans tous les domaines : liberté des cultes, séparation de l'Église et de l'État, enseignement rendu à l'initiative privée et renforcement du pouvoir local et provincial pour la police, la justice et les impôts. L'intervention de l'État doit être contenue et la famille doit être le lieu principal de solidarité.

Après 1870 et la fin du Second Empire, Le Play abandonne l'espoir d'une réforme soutenue par l'État, et pense que l'évolution sera possible grâce à « la nouvelle classe dirigeante ». Il lance, en 1872, parallèlement à la Société d'Économie Sociale, les « Unions pour la Paix sociale », structures décentralisées à l'échelle départementale et régionale, qui doivent amorcer les réformes à partir de la connaissance scientifique des réalités sociales, étudiées sur le terrain, et de comportements exemplaires.

Le mouvement leplaysien compte 400 adhérents à la Société d'Économie Sociale et plusieurs milliers dans les Unions pour la Paix. Une scission a lieu à partir de 1879, à l'initiative d'Henri de Tourville et aboutit à la création de la « Société Internationale des études de Science Sociale ». Il faut attendre 1945 pour que les deux sociétés se réunissent sous l'intitulé : « Société d'économie et de science sociale ». Parallèlement à l'évolution de ces deux sociétés leplaysiennes, une branche nouvelle encore plus ouverte à la diversité des opinions, apparaît en 1904 : « Le musée social ». Le recensement des représentants des différentes tendances du mouvement leplaysien au sein de l'Académie de Stanislas va illustrer ces évolutions.

Les mouvements leplaysiens à l'Académie de Stanislas

De la fin des années 1850 aux années 1930, trente associés et titulaires de l'Académie de Stanislas adhèrent aux associations créées par Frédéric Leplay. D'autres membres de l'Académie sont proches des idées leplaysiennes par leurs écrits et leurs références, et certains entretiennent des liens étroits avec les grandes personnalités leplaysiennes locales, Charles Welche, Louis Marin, et, entre les deux guerres, Robert Préaud⁶...

Alexandre de Metz-Noblat, animateur du groupe de personnalités qui rédige en 1865 le programme de décentralisation dit « de Nancy », est l'un des premiers membres de la Société d'Économie Sociale. Il suscite en 1865 l'admission à l'Académie de Charles de Ribbe, avocat régionaliste provençal, l'un des plus fervents soutiens de Frédéric Le Play⁷. Dans sa lettre de

⁶ Ingénieur, responsable en Meurthe-et-Moselle de la reconstruction qui suit la Première Guerre mondiale, il est un des grands responsables du ministère de l'Agriculture et contribue à la création du service d'aménagement rural. Animateur d'un réseau de résistance au sein du ministère de l'Agriculture, il devient après la Seconde Guerre mondiale l'un des principaux responsables du mouvement leplaysien.

⁷ Charles DE RIBBE, *Le Play d'après sa correspondance*, Paris, Librairie de Firmin-Didot, 1884, p. 454.

remerciements au président de l'Académie, Charles de Ribbe souligne sa fierté d'être associé-correspondant d'une institution dont plusieurs membres œuvrent pour la reconnaissance des provinces. Le décès d'Alexandre de Metz-Noblat, en 1871, n'interrompt pas la tradition de recevoir à l'Académie les principaux responsables leplaysiens au titre d'associés-correspondants nationaux : Edme Albert Gigot en 1877, Edmond Gabriel de Guerle en 1879, Albert Babeau en 1882, Claudio Jannet 1893, Georges Bertier en 1913, Paul Bureau en 1914 et Fernand Auburtin en 1924.

Dans le même temps, de 1870 à 1925, quinze personnalités⁸ locales admises à l'Académie sont, ou deviennent, adhérents à l'« Union pour la Paix Sociale ». Elles sont très actives dans cette association : en 1900⁹, 40% des membres de l'Union sont académiciens et ils exercent aussi les principales responsabilités : Jules Lejeune est correspondant départemental et Antoine de Metz-Noblat correspondant régional.

Les académiciens et la « Société Internationale des études de la Science Sociale »

En 1879, pour une partie minoritaire des leplaysiens, la dimension scientifique est une priorité et il importe de mieux expliciter les liens entre les connaissances fournies par les enquêtes, qui sont de nature scientifique, et les projets de réformes sociales qui reposent aussi sur des valeurs morales, religieuses, idéologiques... Ce courant réformateur, animé par l'abbé Henri-de-Tourville, propose en 1886 une nouvelle grille d'analyse pour la rédaction des monographies. Les priorités évoluent y compris dans les projets de réformes : le droit de privilégier l'un de ses enfants n'est plus une priorité, tous doivent bénéficier d'une éducation et d'une formation qui privilégient l'acquisition de l'autonomie et le développement personnel en suivant les méthodes anglaises ou américaines. Ce courant réformateur se concrétise en 1904 dans la « Société Internationale des Études de la science Sociale ». À Nancy, ce courant est porté par l'académicien Gabriel Mélin et devient prépondérant au sein de l'Académie qui accueille directement des membres de la nouvelle société comme Georges Hottenger en 1914.

Les adhérents au musée social

Le mouvement leplaysien est très présent à l'exposition de 1889 et, pour archiver les documents présentés et les rendre accessibles au public, la création d'une fondation de droit privé et d'intérêt public est décidée ; Jules Siegfried en est le principal animateur. En 1895, le comte de Chambrun, propriétaire, par son épouse, des cristalleries de Baccarat, décide de soutenir ce mouvement en faisant du « Musée social » son principal héritier. Il accueille des leplaysiens, mais s'ouvre aussi aux catholiques et protestants sociaux et connaît un grand succès auprès des chercheurs et des militants syndicaux en raison de la qualité et de l'importance des documents rassemblés. En 1907, toujours à l'initiative de Jules Siegfried, est créé, au sein du Musée social, une section d'hygiène urbaine et rurale qui regroupe l'Alliance d'Hygiène Sociale, la Fédération Nationale de la Mutualité Française, le mouvement des cités-jardins, la Société de Protection des Paysages de la France... L'objectif de la section est de faire des propositions opérationnelles aux collectivités, en particulier pour l'aménagement des fortifications parisiennes, mais aussi d'agir auprès des parlementaires pour favoriser les

⁸ Les académiciens membres de « L'Union pour la Paix Sociale » sont Jules Lejeune admis en 1872, Antoine de Metz-Noblat en 1880, comme Jules Gouy et Charles Pariset, l'Abbé Vaccant en 1881, Louis Chassignet en 1882, Etienne Hulot en 1888, Victor Friot en 1889, Georges-Henri Mengin en 1895, Henri Déglin en 1898, Gabriel Mélin en 1899, Hubert Lyautey en 1900, Pierre Lallement de Mont en 1901, Armand Simonin en 1907, Pierre Colleson en 1912, ...

⁹ *La Réforme sociale*, quatrième série, t. IX.

évolutions législatives en matière de logements et d'aménagements urbains. Plusieurs membres de l'Académie participent activement aux travaux du Musée social : Charles Guyot, Édouard Imbeaux, Louis-Hubert Lyautey, François Villain, et Georges Hottenger.

Le Play dans les communications de l'Académie de Stanislas

De 1870 à 1925, plusieurs communications sont consacrées à des monographies qui présentent des établissements industriels, des professions ou des problèmes d'actualité comme le logement, l'hygiène ou la démographie ; d'autres communications sont consacrées au mouvement leplaysien, ses fondements et ses évolutions. En 1883, Jules Gouy présente une communication intitulée : « Appréciation de l'œuvre de Le Play, fondateur de l'école de la paix sociale »¹⁰. L'auteur souligne l'importance de Frédéric Le Play, mais réfute la notion de famille-souche qui donnerait le pouvoir au père de famille de choisir son héritier. Pour Jules Gouy, le père n'a pas à mettre en concurrence ses enfants, mais doit manifester à tous les mêmes marques d'affection et veiller à leur donner la meilleure éducation. Le débat qui suit la communication est souligné dans le compte rendu annuel de Jules Lejeune : « La discussion étant devenue générale, M. Chassignet et M. Cournault notamment ont mis en lumière l'ensemble et les points principaux de la doctrine de l'auteur de la Réforme sociale. L'intérêt que vous avez trouvé à cette discussion doit vous faire regretter que le temps vous manque souvent d'en ouvrir de semblables après les lectures que vous avez entendues »¹¹. Gabriel Mélin fait plusieurs communications sur le mouvement leplaysien, la première en 1900 : « La science sociale : objet troublant et complexe, mais science féconde et salutaire », en 1905 son discours de réception est consacré à « Henry de Tourville ». Preuve de l'importance de cette tendance du mouvement leplaysien à Nancy, le premier colloque provincial de la « Société Internationale de sciences sociales » s'y déroule en juillet 1914, et Georges Hottenger lui consacre une communication à l'Académie la même année.

L'action des leplaysiens, membres de l'Académie de Stanislas dans les questions du logement et de l'urbanisme

Le mouvement leplaysien s'implique logiquement dans les questions d'habitat avec l'objectif de permettre aux familles ouvrières d'accéder à la propriété d'une maison individuelle, et cela en limitant autant que possible l'intervention de l'État. Mais les besoins sont si importants que l'initiative privée ne peut apporter de réponse et, comme sur l'ensemble de la France, les personnalités impliquées sollicitent peu à peu, mais comme à contrecœur, l'intervention de l'État et des collectivités locales pour la création de logements.

La participation d'académiciens aux enquêtes sur l'habitat

En 1888, Louis-Maximilien Chassignet, admis à l'Académie en 1882, contribue à l'enquête lancée par la « Société d'Économie Sociale » sur les petits logements et décrit la situation nancéenne¹². En 1911, Rémy Collin, professeur agrégé à la Faculté de médecine, publie un ouvrage, *Les foyers nouveaux*¹³. La première partie définit le rôle des mouvements coopératifs « ... reconstituer la famille, en l'aidant à se développer normalement, en lui assurant une propriété transmissible, nous ne faisons pas autre chose que d'adapter une

¹⁰ *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1884, CXXXV^e année, 5^e série, t. 2.

¹¹ *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1883, CXXXIV^e année, 5^e série, t. 1.

¹² Louis-Maximilien CHASSIGNET, *Enquête sur la condition des petits logements. Ville de Nancy*, Paris, Société d'Économie Sociale, 1889.

¹³ Rémy COLLIN, *Les foyers nouveaux*, Paris, Bloud et C^{ie}, 1912, p. 176.

tradition éprouvée par les siècles aux conditions économiques du temps présent... » (p. 154). La seconde partie de l'ouvrage présente le travail du chanoine Thouvenin dans cinq sociétés Habitations à Bon Marché (H.B.M.) : Frouard, Bouxières-aux-Dames, Nancy (Le Foyer Lorrain), Lunéville et Pont-à-Mousson. L'étude de Georges Hottenger sur « Le développement des habitations à bon marché dans la région de l'Est » fait l'objet de deux communications à la Société Industrielle de l'Est et sont publiées par les Imprimeries Réunies de Nancy en 1915.

L'implication dans les différentes sociétés de logement social

La Société Immobilière Nancéienne 1872. La Société Immobilière Nancéienne est créée en mai 1872 ; l'académicien Henri Déglin en assure la présidence et Alexandre de Metz-Noblat occupe un poste d'administrateur. Elle commence par la construction de petites maisons, réparties dans la ville, destinées à la vente soit au comptant soit par annuités. Dans le même temps une cité d'urgence est créée au pont d'Essey, uniquement pour les ouvriers venant d'Alsace Lorraine. En dix ans la S.I.N. construit 59 maisons sur 6 sites de l'agglomération. Mais dès 1882 l'augmentation des prix de la construction et surtout des terrains, leur valeur est multipliée par 7, ne permet plus de construire des maisons accessibles financièrement aux familles modestes. En 1892 la société, toujours sous l'autorité d'Henri Déglin, lève de nouveaux capitaux et s'engage dans la réalisation de 140 logements locatifs répartis dans la ville. Les rendements nets des capitaux investis sont compris entre 4,1 et 4,4%, et la société verse des dividendes¹⁴. Mais devant le renforcement des contrôles administratifs, Henry Déglin donne sa démission et le patrimoine immobilier de la société est intégré à celui de Société Anonyme des HBM de Nancy créée en 1910.

Le Foyer Lorrain 1903. Le Foyer Lorrain a pour origine une société coopérative ouvrière qui, menacée de faillite, fait appel en 1908 au Chanoine Thouvenin. Celui-ci avait déjà l'expérience de sociétés coopératives à Lunéville, Frouard, Bouxières-aux-dames et Blainville. Le Chanoine, assisté par le professeur Rémy Collin et Charles Guyot se fixe pour unique objectif l'accès à la propriété des familles modestes dans une maison individuelle. De 1903 à 1914, 147 familles accèdent à la propriété¹⁵. Dans les années 1950 le Foyer, à l'initiative du directeur de l'usine Neuves-Maisons, relance quelques opérations d'accession sur le secteur de Neuves-Maisons, mais la coopérative cesse ses activités en 1994.

La Société Anonyme des H.B.M. de Nancy. En 1906 la situation du logement à Nancy est toujours critique, 900 logements d'une seule pièce sont occupés par trois personnes et 6 000 logements de deux pièces sont occupés par quatre personnes et plus. En 1910 la « Société Anonyme d'HBM de Nancy » se constitue avec l'objectif de créer du logement locatif. La présidence est assurée par le recteur Félix Senn, qui sera membre de l'Académie à partir de 1932. Les premières opérations sont menées avec l'architecte Lucien Weissenburger ; 40 logements dans un immeuble de la rue Solignac sont occupés dès 1911, et en 1913 100 logements sont terminés rue de Saverne. Le capital de 600 000 Fr est entièrement consommé, mais la ville verse une subvention de 30 000 Fr et un petit emprunt est obtenu auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il faut attendre 1930 pour que de nouvelles opérations

¹⁴ Les versements seront limités à 3,5% comme le prévoyaient les statuts de la société

¹⁵ Daniel MENGOTTI, Logement ouvrier et catholicisme social. Les débuts du « Foyer Lorrain » de Nancy (1903-1914), *Le Pays Lorrain*, n°1, janvier-mars 1994.

soient engagées avec l'architecte Raphaël Oudeville¹⁶. Aujourd'hui la Société Lorraine d'Habitat gère et développe ce patrimoine.

La Ville de Nancy : Du bureau de bienfaisance (1906) à l'office public HBM (1920)

L'Œuvre Nancéienne d'Assistance par l'Habitation, créée en 1906 prolonge l'activité du bureau de bienfaisance ; elle a une vocation très sociale, et s'efforce de ne pas entrer en concurrence avec les sociétés coopératives. Animée par Léopold Lallement, deux opérations sont lancées, l'une à Boudonville dont l'architecte est Lucien Weissenburger, une seconde est engagée sur la plaine de Tomblaine. En 1920 la ville décide de créer un office HBM qui s'engage dans la réalisation de la cité jardin de la Chiennerie, ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que l'Office, prendra son essor à travers les grandes opérations.

D'autres acteurs, à l'action plus limitée sont aussi actifs dans la construction de logements ouvriers : coopératives ouvrières ou industriels qui logent certains de leurs ouvriers comme Fruhinholz. Le bilan reste cependant très limité au regard des besoins. Un rapport préfectoral de 1919 indique que les différents organismes ont construit six cents logements dont la moitié en maisons individuelles. La faible, voire impossible, rentabilité n'a pas permis la mobilisation des capitaux privés et les demandes à l'État pour assurer un minimum de rentabilité n'ont pas été suivies d'effet¹⁷. Le coût du foncier est en grande partie responsable de cette situation et ces personnalités vont se mobiliser pour obtenir des dispositions législatives indispensables à la mise en place de plans d'urbanisme offrant de larges possibilités foncières.

Plusieurs académiciens s'impliquent dans les débats sur l'urbanisme naissant

La méthode préconisée par Le Play, fondée sur une connaissance du terrain avant la prise de décision, est adoptée par les personnalités qui se mobilisent sur la question de l'urbain. Patrick Geddes (1854-1932)¹⁸, botaniste écossais, suit à Paris les cours de formation aux sciences sociales donnés par les principaux responsables Leplaysiens, Demoulin, Cheysson... De retour à Edimbourg il les invite à donner des conférences lors des universités d'été, les *Summer meetings*, dont l'objet est l'approche concrète et sensible de la ville et de la région. La ville est considérée comme un organisme vivant, se transformant mais ayant une identité ou une personnalité qu'elle doit conserver, aussi les interventions éventuelles doivent être de l'ordre de « la chirurgie réparatrice ». La connaissance des réalités doit précéder les approches formalistes qui sont souvent préconisées par des professionnels formés aux Beaux-Arts. Georges Hottenger qui aurait participé en 1892 à l'un des *Summer meeting*¹⁹ devient l'une des principales références françaises sur les questions urbaines²⁰. Trois autres académiciens leplaysiens jouent aussi un rôle important dans les projets d'urbanisme nancéen et dans les débats sur les indispensables évolutions législatives : Édouard Imbeaux, François Villain et le Maréchal Lyautey.

¹⁶ Dans les années 1930, en plus de cette cité d'autres opérations mêlent maisons individuelles et petits immeubles collectifs : 46 maisons sont construites rue César Bagard et Sébastien Leclerc (1929-1930), 50 logements rue de Dieuze et César Bagard (1930-1931), 6 logements rue de la Digue (1936) ...

¹⁷ Georges Hottenger et Louis Villain proposaient que l'État garantisse une rentabilité minimum de 3% afin que des capitaux privés s'orientent vers la réalisation de logements.

¹⁸ Paul CLAVAL, « De Hausmann au Musée Social », in, Vincent BERDOULAY, Paul CLAVAL (dir.), *Aux débuts de l'urbanisme français*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.11-23, (p.22).

¹⁹ Vincent BRADEL, *Nancy 1913, un rêve de cité moderne. L'esquisse d'un plan d'extension aux premiers temps de l'urbanisme*, Thèse de doctorat, 2018, Université d'Aix-Marseille.

²⁰ Bernard KALAORA, « Georges Hottenger et la question urbaine : l'approche leplaysienne de la ville », in, Vincent BERDOULAY, Paul CLAVAL (dir.), *op cit*, 2001, p.107-118.

Édouard Imbeaux (1861-1943). Édouard Imbeaux, admis à l'Académie de Stanislas en 1898, ingénieur des Ponts et Chaussées, entreprend des études de médecine après les décès de son épouse et de sa fille survenus lors des grandes épidémies du XIX^e siècle. Devenu médecin et responsable des services techniques de la Ville de Nancy il assure la présidence de l'« Association générale des ingénieurs, architectes, et hygiénistes municipaux » association placée sous l'égide de l'« Alliance de l'Hygiène Sociale », souvent qualifié de bras armé du Musée social²¹. En 1906, à Nancy, le congrès de l'Alliance, placé sous la présidence de Casimir Perrier accueille 200 personnes et 70 collectivités ou bureaux de bienfaisance. Durant trois jours les questions des logements insalubres, de l'expropriation, de la santé, de l'assistance et de la mutualité sont abordées. Édouard Imbeaux, associé au professeur Macé, de la faculté de médecine de Nancy, insiste sur la nécessité de traiter de la « ville insalubre » et pas seulement du logement insalubre. Il préconise quelques règles élémentaires d'organisation urbaine pour assurer la ventilation et l'apport de lumières à toutes les habitations. Ces quelques propositions sont aujourd'hui encore présentes dans la plupart de nos documents d'urbanisme.

Louis Villain (1863-1940). Louis Villain est admis à l'Académie de Stanislas en 1902. Ingénieur des mines, il devient président de la Société Industrielle de l'Est, en 1908 et sollicite les principaux responsables leplysiens nationaux pour conseiller la société. En 1912 il lance sous le couvert de la S.I.E. un concours d'urbanisme pour l'aménagement du quartier Saint-Thiébaut.

Quelques croquis et une description de Georges Hottenger²² permettent de se faire une idée du projet retenu : une avenue large d'une trentaine de mètres longe l'église Saint Sébastien et rejoint la future rue Mazagran. Ce large boulevard arboré en son centre est bordé d'immeubles H.B.M... Les rues Notre dame et Clodion sont élargies pour construire ces immeubles qui peuvent loger 1800 habitants du quartier. L'année suivante, à l'issue de l'exposition qu'il organise avec Georges Hottenger, François Villain est désigné²³ pour représenter la France au grand congrès international consacré à l'urbanisme qui se tient à Gand en juillet 1913, deux mois après l'exposition nancéienne.

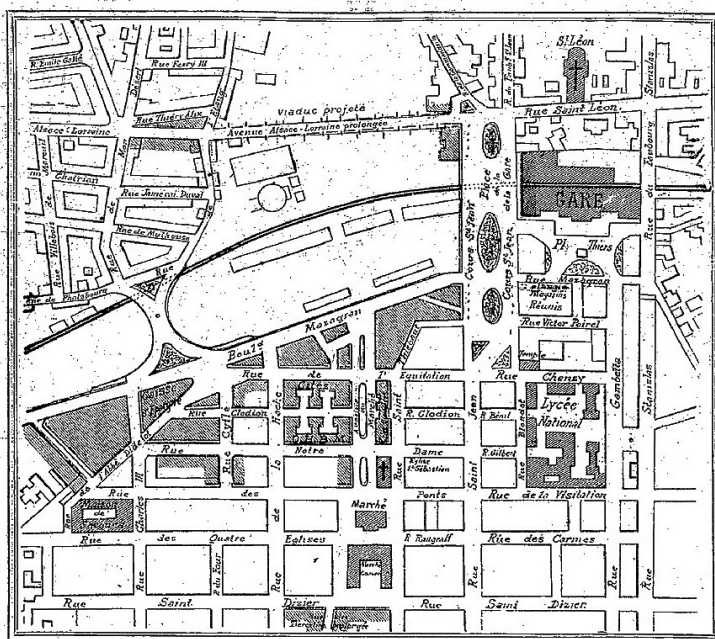


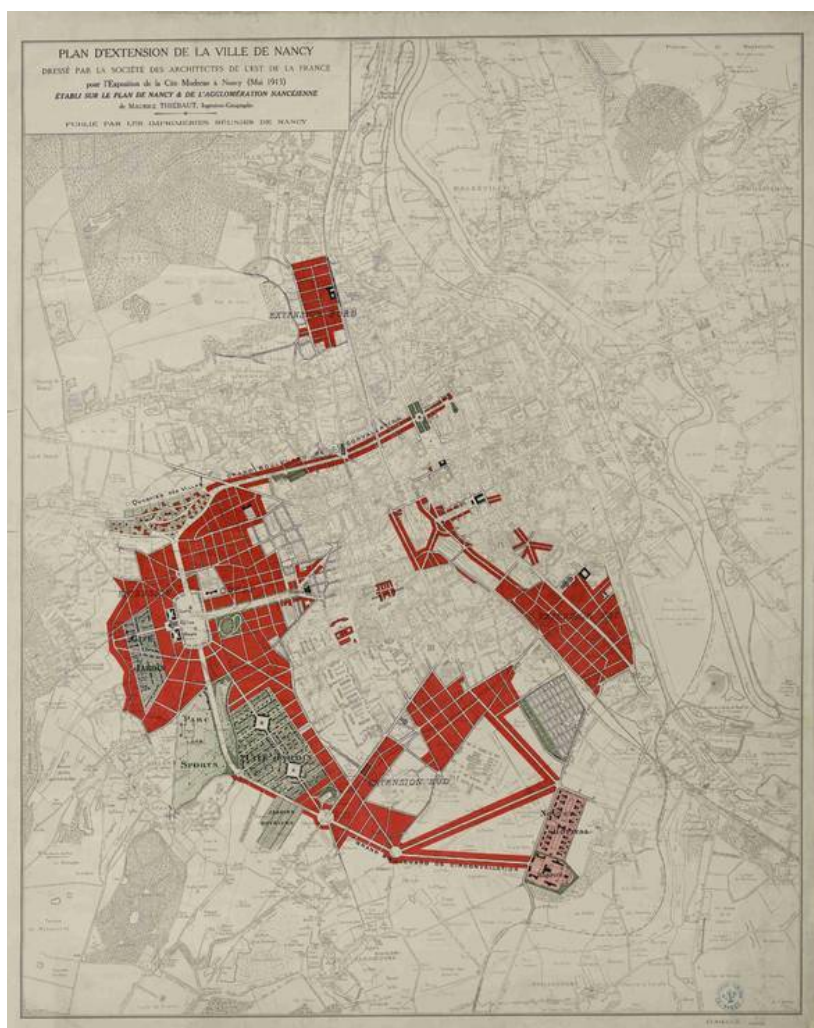
Schéma présentant les principes du projet retenu
(Félix Urbain, *Bulletin de la S.I.E.*, 1917, n°132, p. 9)

²¹ Janet HORNE, *Le Musée Social. Aux origines de l'État Providence*, Paris, Belin, 2004, p. 384. (p.285).

²² Georges HOTTENGER, *op cit.*, p. 50

²³ Propos de M. Maringer, Directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur, lors du discours d'inauguration de l'exposition à Nancy.

*Georges Hottenger (1868-1934)*²⁴. Originaire de Nancy Georges Hottenger, à la fin de ses études de droit, rencontre des responsables leplaysiens et devient membre de la société internationale des sciences sociales. Après une année en Angleterre en 1892, il devient notaire à Givet puis revient à Nancy en 1912. Il réalise une enquête sur la Pays de Briey en 1912, ce travail est édité par le Musée Social, qui publie également l'ouvrage consacré au « *Morcellement des terres en Lorraine et la réunion des parcelles* ». Ce texte est la réponse de Georges Hottenger à un concours organisé par l'Académie de Stanislas pour lequel il reçoit en 1913 le prix Herpin ; l'année suivante l'Académie l'accueille comme associé. En 1913, il participe au montage de l'exposition : « *La cité moderne* »²⁵, il organise les nombreuses conférences dont plusieurs sont données par des membres du Musée Social Alfred Agache, Georges Rissler...



Plan d'extension de 1913
(Archives municipales de Nancy. 1Fi 5015)

²⁴ Jean-Marie SIMON, « Un leplaysien à l'Académie de Stanislas au début du XX^e siècle : Georges Hottenger (1864-1934) », en ligne, Site internet de l'Académie de Stanislas, Rubrique Histoire : de 1802 à nos jours, URL : http://www.academie-stanislas.org/academiestanislas/images/historique/Georges_Hottenger.pdf

²⁵ Jean-Marie SIMON, « L'exposition : La cité moderne 1913 », *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, année 2011-2012, 8^e série, t. XXVI, p. 181-195

L'importance du plan d'aménagement et d'extension, et les questions relatives à l'économie municipale sont largement abordées. À l'occasion de cette manifestation un plan d'ensemble de Nancy, l'un des premiers pour une ville française, est proposé par le syndicat des architectes. En conclusion de cette manifestation la chambre de commerce vote un vœu demandant au gouvernement d'accélérer les travaux législatifs pour rendre obligatoire les plans dans les communes importantes. Ce vœu est envoyé à toutes les Chambres de Commerce de France qui le reprennent et le transmettent aux parlementaires. Le texte, établi par Louis Beauquier, est repris par Honoré de Cornudet puis voté en mars 1919. Largement appliqué pendant toute la période de reconstruction, il est malheureusement modifié par une loi de 1925 qui lui fait perdre toute efficacité.

Le Maréchal Lyautey (1854-1934). Le Maréchal de Lyautey est l'un des plus célèbres leplaysiens, Rémi Baudouï indique que dans sa jeunesse Hubert Lyautey avait appris par cœur *La réforme sociale*²⁶. Arrivé au Maroc il mobilise les membres de la section urbaine et rurale du « Musée social » : Jean-Claude-Nicolas Forestier, Joseph Marrast, Henri Prost... Il présente le travail comme une expérimentation des réflexions conduites en France car il bénéficie dans le Protectorat de grandes libertés en particulier au regard des procédures. Il envisage un programme ambitieux, avec une séparation entre le noyau ancien totalement sauvegardé et une ville neuve qui se déploie librement avec des espaces publics largement dimensionnés et arborés. Il mobilise ses attaches nancéiennes et sollicite M. Nathan, le promoteur nancéen pour accompagner son équipe sur les procédures foncières. Lorsque dans les années 1930 la Ville de Nancy rencontre des difficultés pour faire approuver son plan d'aménagement et d'extension, il conseille le recours à un architecte qu'il avait vu au Maroc : Joseph Marrast. Celui-ci accompagnera la ville de Nancy dans ses réflexions d'urbanisme et l'aménagement de 1935 à 1945.

Les questions d'urbanisme et de logements sont rapidement évoquées dans ce propos et des recherches sont souhaitables pour saisir tous les apports méthodologiques, voire épistémologiques, générés par les méthodes leplaysiennes. En effet l'observation des réalités du terrain dans une perspective d'action est malheureusement encore trop négligée au profit d'une montée en généralité plus favorable à la production des connaissances classiques. La réalisation du plan de 1913 de Nancy par les professionnels locaux et sa diffusion au public nancéen restent exemplaires des actions à engager en termes d'information et de concertation avec le public. L'autre piste de réflexion qui se dégage est relative à l'institution académique, elle montre combien sans aucune forme de militantisme ou de prosélytisme elle est un lieu d'accueil et d'échanges de problématiques en phases avec les préoccupations d'une époque. Non seulement sa réputation suscite la présence d'associés nationaux reconnus, mais les communications sur des questions d'actualité offrent l'opportunité d'enrichir des problématiques qui concernent l'ensemble de la cité et de sa région.

²⁶ Rémi BAUDOUI, « Les acquis de l'expérience coloniale française au Maroc (1912-1925) », in Vincent BERDOULAY, Paul CLAVAL, *op cit.*, p.51-160, p.151.